

## NOUREDDINE MOUSSA DONNE LE COUP D'ENVOI DE L'OPÉRATION DE MISE EN CONFORMITÉ ET L'ACHÈVEMENT DES CONSTRUCTIONS

# Plus d'un million de constructions ciblées

**Qualifié de véritable «thérapie urbanistique», le coup d'envoi du processus de «mise en conformité et l'achèvement des constructions» a été officiellement donné hier par le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, M. Noureddine Moussa. C'était à l'occasion du premier regroupement régional, qui s'est tenu à l'INSGP de Bordj-El-Kiffan, et auquel a pris part le représentant du ministère de l'Intérieur, en l'occurrence son secrétaire général M. Ouali.**

**Abder Bettache - (Alger Le Soir)** - L'enjeu est de taille.

Les 1 175 000 constructions non achevées doivent être conformes à la réglementation. L'échéance ? «Tout doit être achevé sur les cinq prochaines années», a martelé le premier responsable du département de l'Habitat et de l'Urbanisme. Et d'ajouter : «C'est un processus qu'on va engager et qui doit être poursuivi même si on ne sera plus à la tête de ce secteur».

Des propos confortés vingt minutes auparavant par l'intervention du secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Abdelkader Ouali. Ce dernier a plaidé «pour la conjugaison de tous les efforts », tout en appelant «au sens de la responsabilité qui doit être entièrement partagé et dûment

défini».

Le représentant personnel de Noureddine Yazid Zerhouni a rappelé en la circonstance que «la situation nous préoccupe et qu'il est temps d'y mettre de l'ordre». En d'autres termes, les pouvoirs publics ont officiellement donné le coup de starter à cette importante opération qui s'articule autour de cinq importants axes : «la mise en conformité des constructions dotées ou non de permis de construire, y compris la régularisation des titres de propriété, l'achèvement des constructions en éternel chantier en accordant un délai et une possibilité de réalisation par tranches, la promotion de l'esthétique urbaine, considérée d'intérêt public, la fixation des conditions d'occupation ou d'exploitation des ouvrages par obten-

tion préalable du certificat de conformité, l'instauration de branchement provisoire et définitif aux réseaux de viabilité respectivement à l'abstention du permis de construction et du certificat de conformité et la mise en place de mesures de sanctions pour les diverses infractions en urbanisme.»

Selon le ministre de l'Habitat, les constructions concernées par cette mesure sont notamment celles «non achevées conformes ou non conformes au permis, achevées sans permis, achevées non conformes au permis et non achevées et sans permis». A ce titre, le décret fixé

stipule que «le règlement de la propriété de l'assiette, le respect des règles d'urbanisme et des normes de construction, y compris leur adaptation, la restitution de la destination ou de l'usage et l'aménagement et viabilités du site d'implantation». Il est, par ailleurs, important de noter que les constructions non concernées par cette opération sont celles érigées dans des zones non constructibles, les sites d'expansion touristiques, les sites culturels, historiques et archéologiques, les sites portuaires et aéroportuaires, les terres agricoles ou forestières ou encore celles réalisées en

violation des règles de sécurité ou gênant l'édification d'un ouvrage ou infrastructures publiques». Ceci dit, cette mesure avait été prise au lendemain du coup de colère du président Bouteflika alors en tournée en 2007 dans certaines wilayas du pays. Une colère qu'il na pas hésité à exprimer publiquement à propos des «constructions anarchiques ou illicites qui défigurent totalement le paysage urbanistique des villes et villages ». L'on notera, par ailleurs, qu'à travers ce projet de loi, l'Etat compte également mettre fin à cette pratique du fait accompli qui

consiste à amener les autorités à régulariser des situations foncièrement illégales. Le durcissement de la loi sur les constructions inachevées vise l'amélioration du cadre urbanistique de nos villes. La loi prévoit également des sanctions contre tout constructeur qui viendrait à violer les obligations induites par le nouveau dispositif. A ce propos, on croit savoir que sur le chapitre des sanctions, de lourdes amendes et même des peines de prison sont prévues à l'encontre des citoyens qui refusent de se conformer aux injonctions des autorités.

**A. B.**

## AUTOROUTE EST-OUEST

# Comme un cheveu sur la soupe...

**Profitant d'une visite d'inspection ce jeudi, dans la wilaya de Relizane, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a saisi l'occasion pour réagir contre les attaques des uns et des autres. Après avoir décortiqué le projet de l'autoroute Est-Ouest dans les détails, avec chiffres à l'appui, le ministre a tenu à mettre les choses au clair.**

**Mehdi Mehenni – Alger – Le (Soir)** – Visiblement sur les nerfs après les critiques et les multiples attaques qui ont ciblé son secteur, surtout après et la mise en détention de son secrétaire général pour une présumée affaire de corruption, liée à l'octroi de marché. Amar Ghoul a voulu passer un message à travers cette sortie, en affirmant que rien ne va empêcher la poursuite et l'achèvement de ce projet dans les délais. Une affaire, faut-t-il le préciser, qui a créé un véritable malaise au sein de son département et qui a jeté le trouble sur un projet autour duquel est née une grande polémique. Mais Amar Ghoul, conscient de l'enjeu, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour clamer que son secteur n'est pas ébranlé et que ce projet tant cher à lui, sera achevé à terme. En effet, et selon les précisions de Amar Ghoul, le nouveau

projet (autoroute Est-Ouest) est structuré en quatre chapitres. Le premier c'est les 1 320 km de l'autoroute Est-Ouest, un projet qui devra être livré en juillet 2010. Mais le ministre a tenu à préciser qu'une bonne partie du projet a été livrée bien avant les délais et beaucoup de tronçons sont ouverts à la circulation dans le but de permettre une circulation fluide. Selon les chiffres avancés par Ghoul, la partie ouest, qui s'étend de Chlef à Relizane sur 520 km, est achevée à 94%, si on réunit le taux des travaux de terrassements généraux et des ouvrages d'art. Quant à la partie centre, le taux d'avancement des travaux est à 98% et il reste seulement quelques petites retouches. S'agissant de la partie est, qui est plus complexe, compte tenu de la nature géographique, géologique et topographique de la région, ce

qui a obligé le maître de l'œuvre de courir aux explosifs dans certaines régions pour la mise en place de plusieurs tunnels. Malgré toutes ces difficultés, souligne le ministre, le taux d'avancement global des travaux est à 85%. Le deuxième chapitre concerne l'ancien projet, à savoir la route express qui s'étend sur 400 km, initié en 1985, relancé en 1999, puis adopté dans le programme 9, c'est-à-dire le nouveau projet. Ghoul a fait savoir que ce projet qui a été réalisé par des entreprises publiques selon les normes locales, est achevé à 100%. Mais des travaux sont déjà lancés, en parallèle avec ceux de l'autoroute Est-Ouest pour sa mise à niveau avec les normes internationales.

En ce qui concerne le troisième chapitre, relatif aux échangeurs, le ministre a tenu à préciser que bien que le budget de ce projet n'est pas encore prêt et que ce programme n'est pas prévu dans le nouveau projet. Pour ne pas perdre de temps, les travaux ont été lancés et plusieurs échangeurs sont en cours de réalisation, alors que d'autres ont carrément été achevés et ouverts à

la circulation, ce qui représente, pour Amar Ghoul, un véritable record. Quant au quatrième et dernier chapitre, abordé par le ministre, se sont les aires de service et de repos, les centres d'entretien et les stations de péage. Une partie du projet a été confiée à Naftal, après l'aval du gouvernement, au lieu d'attendre la LFC 2010, puis le lancement d'un avis d'appel d'offres national et international et attendre encore deux ans pour le démarrage des travaux. «Le dossier est entre les mains de l'entreprise Naftal, son élaboration a déjà commencé et les travaux vont être bientôt lancés», a-t-il indiqué. Enfin et après un bilan préliminaire, Ghoul a tenu à rappeler que non seulement beaucoup d'objectifs ont été atteints avant les délais fixés, mais encore que des projets qui ne figuraient pas dans son programme ont pu être lancés. Ce qui représente à ses yeux un grand exploit. «Le constat est là et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Nous, on parle un langage de terrain et non pas de salon», faisant certainement allusion à ses détracteurs.

**M. M.**

## MUTUELLE DES TRAVAILLEURS

# La CMA dénonce la concurrence déloyale des compagnies d'assurances

**Les représentants de la Caisse mutualiste d'Algérie (CMA) ont dénoncé hier la concurrence déloyale livrée par les compagnies d'assurances. La priorité de la CMA, selon M. Berrouk Abdelhakim, président de son conseil d'administration, est de sensibiliser un maximum de travailleurs à l'adhésion, notamment ceux du secteur privé.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Selon M. Berrouk, les compagnies d'assurances signent notamment des conventions avec les directions sans que les travailleurs soient avisés. Devant cette situation, l'intervenant met aussi en avant l'absence de réaction des différents syndicats. Il rappellera aussi qu'une fois le travailleur à la retraite, il ne peut plus adhérer aux services offerts par les compagnies d'assurances. Les responsables de la CMA expliqueront qu'ils comptent d'ici la fin de l'année offrir aux travailleurs une nouvelle prestation, celle de la bonification de la retraite ou anciennement

appelée caisse de retraite complémentaire. Le projet sera présenté au ministère de tutelle. Donner donc un nouveau souffle aux mutualités, tel est l'objectif visé par la CMA qui a organisé hier un symposium de sensibilisation à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de sa création.

Actuellement selon M. Berrouk, 8,3 % de la main-d'œuvre seulement est adhérente de la CMA. A cet effet, toutes les mutuelles sont appelées à renforcer leurs rangs en initiant des cautions de sensibilisation en direction des assurés sociaux. Pour sa part, M. Halfaoui directeur de la législation au ministère du

travail et de la sécurité sociale a expliqué qu'il existe 33 mutuelles sur le territoire national avec 1 million cent mille travailleurs adhérents. Il notera qu'actuellement, le mouvement mutualiste reste en deçà des besoins dans le domaine du fait que le rôle de la mutuelle est d'assurer une couverture sociale complète.

Appelant ainsi à impulser le mouvement mutualiste, le représentant du ministère du Travail et de la Sécurité sociale dira par ailleurs que les travailleurs doivent s'organiser pour créer leurs propres mutuelles. Ces dernières cependant, souligne l'intervenant, sont appelées à se préparer pour faire face aux changements socio-économiques et surtout ceux effectués au niveau de la Sécurité sociale. «Une adhésion à la mutuelle servira notamment dans les prochaines années à compléter les frais d'hospitalisation au

fur et à mesure de l'évolution des coûts de santé», a déclaré M. Halfaoui. Pour ce qui est de la faiblesse des adhésions actuelles, M. Berrouk dira que le mode de gestion actuel est remis en cause. Cette gestion devrait bénéficier de davantage d'actions de sensibilisation en direction des travailleurs, explique le responsable. «Les mutuelles voient actuellement leurs actions se cristalliser, nous avons donc dû absorber certaines mutuelles comme celle de l'agroalimentaire, explique M. Berrouk. Il notera aussi que la mutuelle s'attelle à améliorer les conditions sociales de ses adhérents. Les présents donneront aussi un aperçu de l'historique du mouvement mutualiste en Algérie en présence du professeur Pierre Chaulet, fils d'Alexandre Chaulet, fondateur de la Caisse chirurgicale mutualiste d'Algérie (CCMA).

**F.-Z. B.**

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

# Le satisfecit de Benaïssa

Le ministre de l'Agriculture, en dépit d'une facture alimentaire en hausse, ne semble pas inquiet outre mesure concernant la sécurité alimentaire de l'Algérie. Benaïssa, qui présidait jeudi la célébration de la Journée internationale de l'agriculture, a tenu à rappeler tous les efforts entrepris par son secteur pour réduire la dépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'étranger. Au menu de cette journée à laquelle ont pris part pas moins de trois ministres, le représentant de la FAO et plusieurs ambassadeurs dans une salle qui n'a pu contenir tous les invités, les intervenants ont versé dans l'auto-satisfaction.

**N. I.**

## TEMMAR

## L'A ANNONCÉ JEUDI

# Tenue des assises de l'agroalimentaire en novembre

Temmar veut voler au secours de l'industrie agroalimentaire. Son département compte organiser dès le mois de novembre les assises de l'agroalimentaire. Objectif : relancer une activité qui peine à trouver son essor pour tenter de mettre en place une industrie de la transformation, seul rempart contre la dépendance alimentaire de l'Algérie. Temmar, qui estime que l'Algérie vit un véritable problème de sécurité alimentaire avec une facture multipliée par trois en 2008, considère qu'il faut créer les conditions de transformation et de stockage car, dit-il, la consommation de produits transformés a augmenté partout dans le monde.

**N. I.**

## SELLAL AVERTIT :

# «Les agriculteurs devront à terme payer l'eau»

Le ministre des Ressources en eau, qui a pris part aux «festivités» de la Journée mondiale de l'alimentation, a estimé que la mentalité selon laquelle l'eau devait être utilisée de manière gratuite est révolue. Sellal parlait particulièrement des agriculteurs qui utilisent l'eau des retenues collinaires. Ces derniers devront à terme payer l'eau. Sans vouloir bousculer ces habitudes, Sellal pense que le meilleur moyen serait de le faire en concertation avec l'UNPA afin d'introduire la notion d'économie de l'eau. Le ministre argumente sa décision par le fait que l'Algérie est un pays semi-aride qui vit un stress hydrique, d'où la nécessité de ne pas gaspiller les ressources hydriques.

**N. I.**